



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 15 avril 2015 — N° 75

Neuf heures quarante-cinq

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Saint-François sur le sujet suivant : *Souligner la Semaine de l'action bénévole.*
- Le député de Rousseau sur le sujet suivant : *Hommage à la famille Crête pour le certificat honorifique qui lui a été remis.*
- Le député de Trois-Rivières sur le sujet suivant : *Souligner l'inauguration de la Zone entrepreneuriale du Cégep de Trois-Rivières.*
- La députée d'Iberville sur le sujet suivant : *Le bénévolat.*
- La députée de Mille-Îles sur le sujet suivant : *Souligner le 25^e anniversaire de la Loi sur le curateur public et les 70 ans du Curateur.*
- La députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques sur le sujet suivant : *Services de première ligne en région : Appui à l'organisme La Piaule.*
- Le député de Huntingdon sur le sujet suivant : *Mme Micheline Lemay, retraitée après 31 ans de service à la Municipalité de Saint-Michel.*
- Le député de Lévis sur le sujet suivant : *Les lauréats du prix Hommage bénévolat-Québec : Les Aidants scolaires et Le Tremplin.*
- Le député de Châteauguay sur le sujet suivant : *Souligner le 3^e marathon d'écriture du CARI St-Laurent.*
- La députée de Taschereau sur le sujet suivant : *Loisirs Saint-Sacrement fête ses 50 ans !*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

- 1) Conformément aux articles 275 et 276 du Règlement, poursuite du débat sur la motion du ministre des Finances proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement,

Et sur les motions formulant un grief présentées par :

Le député de Rousseau :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget sans avoir pris en compte les conséquences qu'il aurait sur la population québécoise.

Le député de Granby :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son manque d'ambition économique et pour avoir brisé sa promesse électorale de créer 250 000 emplois pendant la durée du présent mandat.

Le député de La Peltrie :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour ne pas avoir de plan afin de combler le déficit anticipé causé par l'écart à résorber de 853 millions de dollars aux dépenses de programmes.

La députée de Gouin :

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son budget 2015-2016 qui met en péril les services publics par des compressions budgétaires historiques dans les réseaux de la santé et de l'éducation, qui contribuera à dégrader la qualité de ces services publics offerts à la population du Québec et qui programme l'appauvrissement des 530 000 employé(e)s y œuvrant en enlevant toute marge de manœuvre au président du Conseil du trésor pour négocier de bonne foi les conditions de travail des travailleuses et des travailleurs des secteurs public et parapublic.

Le député de Marie-Victorin :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget démontrant que le Plan Nord n'est qu'un plan sans aucun investissement substantiel prévu.

Le député de Terrebonne:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget qui continue le saccage de la politique familiale du Québec.

Le député de Lévis :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour une autre promesse électorale Brisée concernant l'abolition complète de la taxe santé au cours du présent mandat.

Le député de Jonquière :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget qui coupe de 7,5 % le financement du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour 2015-2016.

La députée de Vachon :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget confirmant l'ingérence du gouvernement dans la gestion de la Caisse de dépôt et de placement du Québec mettant ainsi à risque sa cote de crédit.

La députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques :

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral pour ses politiques d'austérité budgétaire qui freineront l'économie de toutes les régions du Québec, ne soutiendront pas les secteurs d'avenir, maintiendront l'économie du Québec dans un vieux modèle et empêcheront la transition vers une économie digne du 21^e siècle plus respectueuse de l'environnement et des principes du développement durable.

Le député de Groulx :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour une autre promesse électorale Brisée concernant la pseudo-stratégie maritime farfelue sans véritable stratégie et très loin de ce qui avait été promis à la population lors de la dernière campagne électorale.

Le député de Saint-Jean :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget confirmant le désintérêt de ce gouvernement vis-à-vis la jeunesse québécoise.

Le député de Masson :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son inaction face à l'écart de richesse qui s'accroît entre le Québec et les autres provinces et États nord-américains.

La députée de Pointe-aux-Trembles :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget qui coupe de manière éhontée le financement en matière d'éducation.

La députée de Taillon :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget qui ne règle rien vis-à-vis le désespoir des Québécois quant à l'accès à leur système de santé.

Le député de Rimouski :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget qui coupe 26 millions de dollars dans l'aide aux personnes et aux familles.

Le député de Berthier :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget qui cumule des coupes de 151 millions de dollars dans le financement de La Financière agricole.

La députée d'Hochelaga-Maisonneuve :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget réduisant substantiellement le nombre d'unités de logement du programme Accès-Logis.

Le député de Sanguinet :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget qui perpétue l'austérité libéralo-caquiste pour une nouvelle année.

Le député de Mercier :

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son budget 2015-2016 qui appauvrira la grande majorité des Québécoises et des Québécois, entre autres par l'imposition de tarifs et le report de l'abolition de la contribution santé, et dont les orientations budgétaires privent l'État québécois des moyens nécessaires au financement des services publics et des programmes sociaux, en refusant notamment d'imposer une taxe sur le capital des banques et d'instaurer des mesures vigoureuses pour réduire le coût des médicaments.

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

2) Projet de loi n° 13*

Loi donnant suite au discours sur le budget du 4 juin 2014 et à certaines autres mesures fiscales

Présenté par le ministre des Finances le **4 décembre 2014**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

3) Projet de loi n° 20

Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée

Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **28 novembre 2014**

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le **26 mars 2015**

Reprise du débat ajourné le **14 avril 2015**

- 4) Projet de loi n° 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**
- 5) Projet de loi n° 37
Loi confirmant l'assujettissement des projets de cimenterie et de terminal maritime sur le territoire de la Municipalité de Port-Daniel-Gascons au seul régime d'autorisation de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations le 19 février 2015
Reprise du débat ajourné au nom de la députée de Repentigny le **25 mars 2015**
- 6) Projet de loi n° 38
Loi visant à permettre la réalisation d'infrastructures par la Caisse de dépôt et placement du Québec
Présenté par le ministre des Finances le **18 mars 2015**

Étude détaillée en commission

- 7) Projet de loi n° 28
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016
Présenté par le ministre des Finances le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 12 février 2015
Principe adopté le **18 mars 2015**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Prise en considération de rapports de commissions

- 8) Projet de loi n° 32
Loi modifiant la Loi concernant des mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique afin d'en prolonger l'application
Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, le 25 février 2015
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 25 mars 2015
Principe adopté le 26 mars 2015
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement déposé le **31 mars 2015**

Adoption

- 9) Projet de loi n° 33
Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires
Présenté par la ministre de la Justice le 17 février 2015
Principe adopté le 18 mars 2015
Rapport de la Commission des institutions adopté le **14 avril 2015**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 10) Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires âgés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 11) Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 12) Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**

- 13) Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 14) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 15) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**
- 16) Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**
- 17) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 18) Projet de loi n° 393
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs et uniformisant certains aspects de la nomination des juges et décideurs administratifs
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **4 décembre 2014**
- 19) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 20) Projet de loi n° 395
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 21) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**

- 22) Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 23) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**
- 24) Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**
- 25) Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 26) Projet de loi n° 204
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

27) 17 février 2015

Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, conformément à l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Entente en matière d'échange de permis de conduire entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République de Turquie, signée à Québec, le 24 juillet 2014, et à Ottawa, le 15 août 2014.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 27 février 2015.

28) 25 mars 2015

Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, conformément à l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la Roumanie, signée à Québec, le 19 novembre 2013.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 4 avril 2015.

29) 14 avril 2015

Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, conformément à l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve la Convention n° 138 sur l'âge minimum à l'emploi de l'Organisation internationale du Travail.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 24 avril 2015.

V. Crédits budgétaires

- 30) Crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 2016 déposés par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 26 mars 2015 et renvoyés pour étude aux commissions permanentes le **31 mars 2015**.

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

- 31) 14 avril 2015

Motion du chef du deuxième groupe d'opposition :

QUE l'Assemblée nationale prenne acte de la faible croissance économique de 2 % en 2015, 2 % en 2016, 1,7 % en 2017 et 1,6 % en 2018 prévue par le gouvernement du Québec dans son dernier budget;

QU'elle reconnaisse que le Québec est au 57^e rang en Amérique du Nord pour le PIB par habitant;

QU'elle demande au gouvernement de reconnaître que la faible croissance économique prévue ne permettra pas, d'ici la fin de son mandat, de réduire l'écart de richesse du Québec avec ses voisins nord-américains et de réduire de façon significative le fardeau fiscal de la classe moyenne québécoise;

QU'elle demande au gouvernement de déposer un plan économique ambitieux pour accélérer la croissance économique québécoise d'ici la fin de son mandat en 2018.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Enquête découlant de la motion présentée par la leader de l'opposition officielle et députée de Taschereau en vertu des articles 315 à 321 du Règlement.

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Étude des rapports annuels sur l'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition du Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion.
- Audition sur le chapitre 3 du rapport du Vérificateur général du printemps 2014 portant sur l'acquisition de biens et de services.
- Audition portant sur la gestion administrative de la Régie des alcools, des courses et des jeux.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère de la Santé et des Services sociaux.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Commission de protection du territoire agricole du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Mandat d'initiative

- Analyse du phénomène d'accaparement des terres agricoles.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société de développement des entreprises culturelles.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 28**, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016 (mandat confié le 18 mars 2015).

Mandat réglementaire

- Poursuite du débat sur le discours du budget.

Interpellation :

- De député de Mercier au ministre des Finances sur le sujet suivant : *Les mesures à prendre pour corriger les injustices fiscales subies par les contribuables en raison des privilèges accordés au 1 % des plus fortunés* (avis donné le 2 avril 2015).

Mandat d'initiative

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Consultation générale :

- Document intitulé *Orientations gouvernementales pour un gouvernement plus transparent, dans le respect du droit à la vie privée et la protection des renseignements personnels* (mandat confié le 25 mars 2015).

Consultations particulières :

- Projet de règlement relatif au Règlement sur le changement de nom et d'autres qualités de l'état civil pour les personnes transsexuelles ou transgenres (mandat confié le 14 avril 2015).

Mandat réglementaire

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Commissaire à la lutte contre la corruption.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat conféré par une loi

- Examen des rapports sur les activités du Fonds pour le développement des jeunes enfants et sur celles de la Société de gestion Avenir d'enfants pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2011, 2012 et 2013.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 44) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **17 mars 2015**
Au premier ministre

Nous demandons au premier ministre de nous fournir les renseignements suivants par rapport à sa mission de mars 2015 en France:

1. La liste des personnes accompagnant le premier ministre;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère du Conseil exécutif;
3. Le programme complet de la mission pour le premier ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le premier ministre, nous souhaitons obtenir : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet du premier ministre ainsi que le détail du mode de transport utilisé et le coût de celui-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

45) **Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – 17 mars 2015**
À la ministre des Relations internationales et de la Francophonie

Nous demandons à la ministre des Relations internationales et de la Francophonie de nous fournir les renseignements suivants par rapport à sa mission de mars 2015 en France:

1. La liste des personnes accompagnant la ministre des Relations internationales et de la Francophonie;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère des Relations internationales et de la Francophonie;
3. Le programme complet de la mission pour la ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par la ministre, nous souhaitons obtenir : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet de la ministre ainsi que le détail du mode de transport utilisé et le coût de celui-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

46) **Mme Hivon (Joliette) – 17 mars 2015**
À la ministre de la Culture et des Communications

Nous demandons à la ministre de la Culture et des Communications de nous fournir les renseignements suivants par rapport à sa mission de mars 2015 en France:

1. La liste des personnes accompagnant la ministre de la Culture et des Communications;

2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère de la Culture et des Communications;
3. Le programme complet de la mission pour la ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par la ministre, nous souhaitons obtenir : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet de la ministre ainsi que le détail du mode de transport utilisé et le coût de celui-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

47) M. Gaudreault (Jonquière) – **17 mars 2015**

Au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Nous demandons au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques de nous fournir les renseignements suivants par rapport à sa mission de mars 2015 en France:

1. La liste des personnes accompagnant le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques;
3. Le programme complet de la mission pour le ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;

5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le ministre, nous souhaitons obtenir : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet du ministre ainsi que le détail du mode de transport utilisé et le coût de celui-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

48) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **17 mars 2015**
À la ministre de la Sécurité publique

Nous demandons à la ministre de la Sécurité publique de nous fournir les renseignements suivants par rapport à sa mission de mars 2015 en France:

1. La liste des personnes accompagnant la ministre de la Sécurité publique;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère de la Sécurité publique;
3. Le programme complet de la mission pour la ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par la ministre, nous souhaitons obtenir : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet de la ministre ainsi que le détail du mode de transport utilisé et le coût de celui-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

51) M. Péladeau (Saint-Jérôme) – **17 mars 2015**
Au ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations

Nous demandons au ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations de nous fournir les renseignements suivants par rapport à sa mission de mars 2015 en France:

1. La liste des personnes accompagnant le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations;
3. Le programme complet de la mission pour le ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le ministre, nous souhaitons obtenir : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet du ministre ainsi que le détail du mode de transport utilisé et le coût de celui-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

52) Mme Ouellet (Vachon) – **17 mars 2015**
Au ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime

Nous demandons au ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime de nous fournir les renseignements suivants par rapport à sa mission de mars 2015 en France:

1. La liste des personnes accompagnant le ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime;

2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère des Transports;
3. Le programme complet de la mission pour le ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le ministre, nous souhaitons obtenir : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet du ministre ainsi que le détail du mode de transport utilisé et le coût de celui-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

53) **M. Caire (La Peltrie) – 17 mars 2015**

Au ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Selon le Vérificateur général du Québec, pour l'exercice clos le 30 avril 2014, l'Université du Québec à Montréal (UQAM) a contrevenu à la loi 100, Loi mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette.

L'UQAM a octroyé à 85 cadres des sommes forfaitaires de 352 767 \$ en sus du montant maximal des échelles de traitement prévu par la loi. Le ministère avait alors annoncé à l'UQAM qu'elle devait se conformer à la loi sous peine de s'exposer à une diminution de sa subvention.

Or, l'UQAM a toujours nié avoir contrevenu à la loi malgré l'avertissement du ministère. Est-ce que le ministre de l'Éducation a entrepris des démarches afin de reprendre les sommes versées en trop par l'UQAM?

58) M. Surprenant (Groulx) – **14 avril 2015**
Au ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime

Le ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime affirme que son gouvernement investira plus de 1,5 milliard de dollars d'ici 2020 dans le cadre de la stratégie maritime.

Or, la page B.160 du document « Plan économique du Québec » déposé par le ministre des Finances le 26 mars dernier nous indique plutôt que le budget 2015-2016 prévoit une enveloppe d'interventions de plus de 1,5 milliard de dollars pour la période 2015-2020.

Le ministre peut-il confirmer qu'il y a de grandes différences entre des investissements du gouvernement et une enveloppe d'interventions?

Peut-il nous détailler cette enveloppe d'interventions de 1,5 milliard de dollars en nous indiquant clairement :

- la part des investissements du gouvernement du Québec (en millions \$) en indiquant la forme (prêts, subventions, crédits d'impôt, etc.)
- la part des investissements privés (en millions \$)
- la part des investissements du gouvernement fédéral (en millions \$)
- la part de tout autre investissement.

59) M. Surprenant (Groulx) – **14 avril 2015**
Au ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime

Le ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime affirme avoir fait une vaste consultation d'acteurs du secteur maritime dans le cadre de la préparation de la stratégie maritime du gouvernement du Québec.

Il a indiqué à plusieurs reprises avoir reçu environ 80 mémoires dans le cadre de cette consultation. Or, aucune documentation n'est disponible.

Pourquoi le ministre a-t-il choisi de faire une consultation privée plutôt que de faire une consultation publique? Peut-il nous donner la liste des mémoires reçus et les rendre publics? Peut-il nous fournir la liste des groupes rencontrés avec les dates de ces rencontres et les coûts reliés, dans le cadre de sa stratégie maritime?

Une fois le dépôt de sa stratégie maritime prévue pour juin 2015, entend-t-il faire une consultation publique à l'Assemblée nationale?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

a) 14 avril 2015

Loi regroupant la Commission de l'équité salariale, la Commission des normes du travail et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et instituant le Tribunal administratif du travail – *ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.*

Projets de loi publics au nom des députés

b) 14 avril 2015

Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre – *députée de Vachon.*

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS